

12779



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: LIMITEE

E/ECA/ATRCW/ARCC.XIII/92/7
29 juin 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**RAPPORT DE LA TREIZIEME REUNION DU COMITE REGIONAL
AFRICAIN DE COORDINATION POUR L'INTEGRATION DE LA
FEMME AU DEVELOPPEMENT (CRAC)**

Addis-Abeba (Ethiopie)
9-10 avril 1992

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La treizième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) s'est tenue à Addis-Abeba, au siège de la Commission économique pour l'Afrique, du 9 au 11 avril 1992.
2. Sur les 15 Etats membres du Comité, 11 ont participé à la réunion : Algérie, Burundi, Congo, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Zaïre, Zambie et Zimbabwe en tant que président de la douzième réunion du Comité. Les Etats membres suivants ont participé en tant qu'observateurs : Ethiopie, Gabon, Guinée et Soudan. Des représentants des organismes et/ou des institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après y ont pris part en tant qu'observateurs : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale du Travail (OIT) et Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales suivantes y ont également pris part en tant qu'observateurs : Organisation de l'unité africaine (OUA), Comité interorganisations sur les pratiques traditionnelles nuisibles aux femmes et aux enfants et l'Ethiopian Women Entrepreneurs Association (EWEA).

B. CEREMONIE D'OUVERTURE (point 1 de l'ordre du jour)

3. La représentante du Zimbabwe, pays qui avait assuré la présidence de la dernière réunion du CRAC, a présidé la séance d'ouverture. Elle a souhaité la bienvenue à tous les représentants des gouvernements, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales participant à la treizième réunion du CRAC. Elle a ensuite invité le Secrétaire exécutif par intérim de la CEA, M. Issa B.Y. Diallo, à s'adresser à la réunion.
4. Dans sa déclaration, M. Issa B.Y. Diallo s'est déclaré heureux de s'adresser pour la première fois aux membres du Comité régional africain pour l'intégration de la femme au développement (CRAC). Il a ajouté que les problèmes de la femme n'étaient pas l'affaire du seul CRAC. Il était important que les questions et les idées évoquées par les femmes durant la réunion du CRAC soient portées à l'attention du Comité technique préparatoire plénier et de la Conférence des ministres car les problèmes des femmes étaient à présent considérés comme un élément crucial dans toutes les stratégies.
5. Evoquant le rôle de la femme dans l'agriculture, M. Diallo a affirmé que près de 80% de la population économiquement active de l'Afrique subsaharienne étaient des femmes. Il s'est référé à la récente étude mondiale effectuée par l'Organisation des Nations Unies qui avait montré que le rôle des femmes dans ce secteur, et en particulier dans le domaine de la production vivrière, était devenu encore plus important ces dernières années. S'agissant de la santé, il a indiqué que l'espérance de vie d'une femme africaine était estimée à 54 ans et que les taux de mortalité maternelle en Afrique et en Asie du Sud étaient de plus de 30 fois supérieurs à ceux des régions développées.
6. Les politiques de développement mettaient l'accent sur la croissance axée sur l'exportation des cultures marchandes, et les questions concernant le rôle des femmes dans les secteurs non structuré et agricole n'étaient pas prioritaires dans les programmes des gouvernements. Un autre problème bien connu tenait au fait que le travail des femmes était sous-évalué dans les statistiques disponibles et que, souvent, leurs activités dans des domaines tels que le traitement des récoltes, les petites entreprises familiales, etc. n'étaient pas considérées comme des activités économiques.
7. Le Secrétaire exécutif a souligné que compte tenu des différents changements en cours sur la scène internationale (processus de mondialisation rapide de l'économie mondiale, démocratisation et transfert de

technologie, etc.), la CEA se préoccupait de la formation scientifique et technique des femmes. Il a indiqué que la Commission élaborait des stratégies dans ce domaine et il a exhorté les responsables féminines à encourager les filles douées à se lancer dans les disciplines scientifiques et techniques.

8. M. Diallo a enfin mentionné les dispositions que prenait la CEA en vue de la création d'une fédération africaine de femmes-entrepreneurs. Il a indiqué que les femmes s'étaient révélées des femmes d'affaires avisées et des gestionnaires de premier plan, et que ce potentiel devait être développé car il pouvait contribuer au développement des pays africains. Il a lancé un appel à toutes les délégations pour qu'elles facilitent la création d'associations nationales de femmes-entrepreneurs dans leurs pays respectifs, si ce n'était pas encore fait. Actuellement, les femmes d'affaires étaient en majorité dans le secteur non structuré où elles s'occupaient de petits commerces, de la vente de produits alimentaires, du brassage de la bière, etc. Des études ont montré que l'écart entre les salaires des hommes et des femmes était plus grand dans le secteur non structuré que dans le secteur moderne. Consciente de cette situation, la CEA était déterminée à faire tout son possible pour faire avancer les intérêts des femmes africaines. Il était donc nécessaire de travailler main dans la main dans cette entreprise. En conclusion, M. Diallo a souhaité aux participants un plein succès dans leurs travaux.

9. La Présidente sortante a remercié M. Diallo de sa déclaration et en a résumé brièvement les principaux aspects avant de présenter son rapport à la treizième réunion du CRAC. Elle a déclaré que c'était grâce à l'appui du gouvernement hôte, des autres Etats membres et de la Commission économique pour l'Afrique que le CRAC avait pu accomplir ce qu'il avait fait.

10. La Présidente sortante a rappelé aux membres l'importance du CRAC et de son rôle dans la coordination des programmes sous-régionaux relatifs à l'intégration de la femme au développement, dans l'examen et l'évaluation des activités menées dans la région, ainsi que dans la mobilisation des ressources pour l'exécution des programmes convenus aux niveaux régional et sous-régional. Pour que le Comité puisse assumer pleinement son rôle, il fallait procéder à un échange bilatéral d'informations et de données d'expérience et veiller à ce que les représentantes aux réunions du CRAC continuent d'être bien informées.

11. Evoquant les mécanismes nationaux, la Présidente sortante a dit qu'il était encore extrêmement nécessaire de faire en sorte que les mécanismes en place permettent d'atteindre les objectifs pour lesquels ils avaient été créés et que leurs réalisations devaient être envisagées dans le contexte d'une coordination et d'une consultation permanentes et efficaces avec le CRAC. Evoquant la Déclaration d'Abuja, elle a souligné qu'il incombait aux mécanismes nationaux de faire le point sur les progrès accomplis dans l'exécution de la Déclaration lors de la Conférence préparatoire régionale et de la Conférence mondiale qui devaient se tenir respectivement en 1994 et 1995. Chaque Etat membre devait dresser le bilan de ses réalisations et de ses échecs. Un tel bilan devrait permettre à chaque Etat membre et à l'ensemble de la région de déterminer les modifications à apporter éventuellement aux stratégies de façon à tenir davantage compte des problèmes des femmes.

12. La Présidente sortante a mis l'accent sur l'intégration des questions intéressant les femmes dans les plans de développement nationaux, dans des domaines tels que l'agriculture, la production vivrière, la mise au point de technologies et les aspects des questions environnementales et de développement qui revêtent un intérêt pour les femmes. Il fallait accorder une attention particulière à cette question dans l'optique de la Conférence régionale et des préparations menées à cet effet.

13. En conclusion, la Présidente sortante a informé les membres du CRAC des décisions prises aux réunions organisées par le CARFF de la CEA dans chacun des comités sous-régionaux du MULPOC de la CEA, tel que convenu à la réunion du CRAC d'avril 1991, et indiqué que les rapports de ces réunions étaient inscrits à l'ordre du jour de la réunion en cours. Enfin elle a réaffirmé l'appui apporté au Zimbabwe durant son mandat et souhaité au bureau nouvellement élu un plein succès dans sa tâche.

14. Sur une autre note, le Secrétaire exécutif par intérim de la CEA, M. Issa B.Y. Diallo, a porté à la connaissance des représentantes les deux idées qui, de l'avis de la Commission, revêtaient une importance particulière pour la promotion de la femme. Il a souligné la nécessité de créer une fédération africaine des femmes-entrepreneurs ainsi qu'une banque africaine pour les femmes. Les pays s'étaient rendu compte que les femmes faisaient partie intégrante des ressources humaines qu'il fallait redéployer. Nombreuses étaient les femmes qualifiées en compétition sur le marché du travail, d'où la nécessité de poursuivre le déploiement des ressources humaines.

15. S'agissant de la création d'une fédération des femmes-entrepreneurs et de la mise en place d'une banque africaine pour les femmes, le Secrétaire exécutif par intérim de la CEA a indiqué qu'il fallait trouver les moyens de concrétiser ces idées. Il a indiqué que ces idées étaient viables et pouvaient être mises en pratique et que les femmes devaient en être l'élément moteur par le biais des structures nationales, sous-régionales et régionales d'entrepreneurs. En conclusion, il a déclaré que la CEA ne ménagerait aucun effort pour amener les institutions financières, notamment la Banque africaine de développement (BAD) et bien d'autres, à assurer les financements éventuels et à matérialiser ces idées. Il a également demandé instamment aux membres du CRAC d'apporter une contribution en traduisant ces idées en mesures concrètes et de rechercher les voies et moyens d'obtenir des ressources.

C. ELECTION DU BUREAU DU CRAC (point 2 de l'ordre du jour)

16. Après un long débat sur ce point de l'ordre du jour, les pays ci-après ont été élus membres du Bureau :

Nigéria	:	Président
République centrafricaine	:	Premier vice-président
Rwanda	:	Deuxième vice-président
Ouganda	:	Premier rapporteur
Algérie	:	Deuxième rapporteur

D. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 3 de l'ordre du jour)

17. Assumant ses fonctions, la nouvelle Présidente du bureau a remercié les membres du CRAC d'avoir élu le Nigéria comme président. Avec leur appui, le Nigéria veillerait à la mobilisation de fonds pour la CEA et l'OUA. La Présidente a demandé aux membres du CRAC de faire des observations sur l'ordre du jour de la réunion. Aucune observation n'ayant été faite, la réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du Bureau du CRAC
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Rapports au CRAC sur : a) les activités du programme de la CEA relatif à la promotion de la femme (avril 1991 - avril 1992); b) les réunions de la Commission de la condition de la femme; c) le Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et les consultations avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)
5. Rapport de la réunion spéciale d'experts chargés d'étudier les modalités de la création d'une Association régionale des femmes-entrepreneurs

6. Rapport des réunions des comités sous-régionaux d'intégration de la femme au développement portant sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Déclaration d'Abuja; la situation des femmes dans le processus de transformation agricole et industrielle dans le cadre du CARPAS; l'élection des membres du CRAC et les priorités pour les programmes de travail et les activités sous-régionaux des MULPOC
7. Discussion préliminaire sur la cinquième Conférence régionale de la CEA de 1994 en préparation de la Conférence mondiale de 1995
8. Questions diverses
9. Adoption du rapport

1. Rapport portant sur les activités de la CEA relatives à l'intégration de la femme au développement (Avril 1991- avril 1992) [point 4 a) de l'ordre du jour]

18. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une représentante du secrétariat de la CEA a présenté le document E/ECA/ATRCW/ARCC.XIII/92/3. Elle a en particulier appelé l'attention des participants sur les difficultés financières auxquelles s'était heurté le secrétariat dans l'application des décisions de la Conférence des ministres de la CEA concernant l'organisation des réunions sous-régionales du MULPOC, difficultés qui avaient été surmontées grâce à l'aide du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et grâce également à la République centrafricaine, au Gabon, au Nigéria et à la République-Unie de Tanzanie qui avaient fourni les fonds nécessaires. L'intervenante a mis en relief le fait important que les fonds venaient non pas de l'étranger mais des pays africains eux-mêmes.

19. La représentante a relevé avec satisfaction que le nombre de femmes de la catégorie des administrateurs membres du secrétariat de la CEA était passé de 11 % à 18 % grâce au travail considérable accompli par l'Equipe spéciale de la CEA sur les femmes, qui avait été créée en application de la résolution 715 de la Conférence des ministres de la CEA. Elle a toutefois souligné que la situation demeurerait préoccupante et que l'objectif fixé consistait à atteindre 35 % d'ici 1995.

20. La représentante du secrétariat de la CEA a mis en exergue certaines des activités exécutées par le CRAC et par d'autres divisions de la CEA au cours de la période considérée. Elle a en particulier mentionné deux études de cas sur la contribution des femmes au commerce intérieur ainsi qu'une réunion de groupe d'experts sur les modalités de création d'une Association régionale de femmes-entrepreneurs. Elle a indiqué que les programmes en faveur des femmes ne relevaient pas de la seule responsabilité du CRAC mais que chaque division de la CEA avait certaines activités à exécuter concernant les femmes. Comme exemple, elle a mentionné l'atelier sur le développement des moyens en matière d'entrepreneuriat dans le domaine des industries familiales et des petites industries, qui avait été organisé par la Division de l'industrie de la CEA à Kampala (Ouganda). Elle a informé les participants que le CRAC avait publié un document intitulé "principes directeurs pour l'incorporation des préoccupations des femmes dans les plans de développement national". La représentante a brossé à l'intention des participants un bref aperçu d'une autre réunion de groupe d'experts qui s'était tenue à Nairobi et où avait été examinée l'exécution d'un projet financé par le PNUD et visant à améliorer la position de la femme dans le secteur non structuré. Elle a en particulier signalé qu'au titre de ce projet, la CEA avait entrepris un certain nombre d'études visant à accroître les données de base sur la femme dans le secteur non structuré en Afrique et avait publié un document intitulé "directives pour améliorer les conditions de travail des femmes dans le secteur non structuré".

21. La représentante a en outre mentionné le bulletin du CRAC "Update" qui était publié deux fois par an. Elle a instamment prié les participants d'examiner les moyens appropriés pour diffuser ce bulletin dans les Etats

membres. Dans le cadre des activités de la CEA concernant les femmes, elle a rappelé le "répertoire des femmes africaines expertes" qui serait publié dans un avenir proche et qui serait utile aux individus et aux organisations, notamment les organismes de l'ONU qui avaient un réel besoin de ces informations. Une autre publication ordinaire du CRAC s'intitulait "bibliographies annotées sur la femme africaine dans le développement". La représentante a mentionné les numéros les plus récents de cette série qui contenait des annotations sur les publications portant sur la position de la femme dans l'appareil de l'Etat et aux postes de direction.

22. En conclusion, la représentante a fait part aux participants de l'expérience du CRAC en matière d'auto-évaluation. Elle leur a fourni des informations de base sur cette activité et ses avantages. Elle a en outre fait des observations sur le projet de programme de travail qui contenait les recommandations formulées par la Conférence des ministres de la CEA, la Conférence régionale d'Abuja, la Conférence mondiale de Nairobi et le CRAC. Elle a en particulier souligné que pour la première fois, la question liée à la promotion de la femme était devenue un sous-programme distinct, tout à fait autonome dans le programme de travail général de la Commission économique pour l'Afrique.

23. Avant l'ouverture du débat, la représentante a souligné qu'il était important que les participants, une fois rentrés chez eux, procèdent à la diffusion de l'information qui leur était fournie aux différentes réunions.

24. Au cours des débats, les participants se sont félicités du rapport établi par le secrétariat de la CEA et exprimé leur satisfaction de constater que le nombre des femmes de la catégorie des administrateurs au sein de la CEA s'était accru. Cependant, ils ont demandé des précisions sur les activités entreprises par la CEA dans le domaine des soins de santé aux femmes, sur les moyens de faire participer les femmes au processus macro-économique et de les intégrer dans les structures macro-économiques ainsi que sur les moyens de les faire quitter le secteur informel auquel se limitent la majorité d'entre elles. Ils ont en outre exprimé le vœu de voir la CEA réaliser davantage d'études sur les obstacles à l'application des décisions et résolutions et sur les contraintes qui se posaient dans le domaine de l'intégration des femmes au processus de développement. Certains participants ont demandé aux représentants de la CEA de préciser les actions que la CEA envisageait de mener quant à la prise en compte des intérêts des femmes dans la planification, car le processus de démocratisation dans de nombreux pays africains semblait poser aux femmes plus de défis que par le passé. La représentante du Nigéria, parlant des mécanismes nationaux, s'est inquiétée de leur viabilité, étant donné que la situation politique dans les pays avait tendance à changer souvent et très rapidement. Elle a également souligné les avantages de l'auto-évaluation et a souhaité que des experts soient formés pour entreprendre cette activité. On a en outre souligné qu'il était nécessaire d'apprendre aux femmes comment utiliser les ressources fournies par les donateurs et que parallèlement, les femmes ne devraient pas être trop tributaires de l'aide extérieure du fait que de nos jours l'attention de la communauté mondiale était détournée de l'Afrique vers d'autres régions.

25. La représentante de l'OUA a parlé du rôle important que l'OUA pourrait jouer à diverses réunions où les pays africains sont représentés. Elle a souligné la nécessité de coordonner les différentes questions que les représentants africains soulèvent à ces réunions et a déploré qu'un tel accord n'ait pas été conclu au cours de la réunion à Vienne de la Commission de la condition de la femme. Elle a en outre souligné que l'OUA était la branche politique de l'Afrique mais que le service chargé de l'intégration des femmes dans le processus de développement, récemment créé au sein de l'OUA, ferait de son mieux pour travailler main dans la main avec le CARFF de la CEA et avec les gouvernements pour la réalisation d'objectifs communs.

26. La représentante de la Namibie a soulevé la question des femmes âgées et de leur intégration dans le processus de développement et de planification. Elle a aussi demandé aux participants d'aider leur nouveau service chargé de l'intégration des femmes au processus de développement à déterminer le type de mécanisme national le plus indiqué pour la mobilisation des femmes.

27. Répondant aux questions et problèmes soulevés, la représentante du secrétariat de la CEA a souligné qu'il était très important de ne pas chercher à tout faire à la fois. La CEA s'occupait du problème de la santé des femmes, mais seulement en ce qui concerne le rôle joué par les femmes dans l'économie. D'autres organismes tels que l'OMS et l'UNICEF faisaient beaucoup à cet égard, et la CEA joue un rôle dans ce domaine du fait qu'elle abritait certaines ONG telles que le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles (IAC) dont le représentant assistait à la réunion du CRAC en qualité d'observateur et pouvait fournir des informations détaillées sur les activités du Comité. Elle a également fait observer qu'en Afrique "on adoptait trop de décisions" qui n'étaient pas intégralement appliquées et que cette observation valait non seulement pour les résolutions du CRAC mais aussi pour les décisions d'autres organismes. Elle a exhorté instamment les organismes créés au niveau national à agir comme groupe de pression dans les pays pour faire appliquer les résolutions.

28. Intervenant sur le meilleur type de mécanisme national à mettre en place pour l'intégration des femmes au processus de développement, la représentante de la CEA a souligné que de nombreuses organisations de femmes dans les pays africains étaient généralement affiliées à des partis politiques et qu'elles semblaient avec ces partis. Elle a rappelé les décisions du MULPOC de Lusaka tendant à ce que la CEA réalise une étude globale sur la manière d'utiliser la démocratisation pour faire avancer les intérêts des femmes.

29. La représentante de la CEA a promis de tenter d'organiser, à l'intention des femmes africaines, des programmes de formation aux techniques d'auto-évaluation mais a prié les participants de lui faire part de leurs idées sur la meilleure façon d'organiser ces programmes et d'indiquer à qui ils devaient s'adresser. Parlant du service de l'OUA chargé de l'intégration des femmes dans le processus de développement, elle a souligné que c'était grâce aux efforts considérables déployés par le CRAC que ce service avait finalement vu le jour et qu'il importait pour le CRAC d'en suivre l'évolution et de le renforcer.

30. S'agissant de la participation des femmes au processus de prise de décisions, la représentante de la CEA a souligné que ce n'était pas là la seule voie possible et qu'une autre possibilité était de sensibiliser le public et de faire appel aux hommes qui étaient déterminés à assurer la promotion de la femme.

RAPPORT SUR LA REUNION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME (point 4b de l'ordre du jour)

31. Présentant le document E/ECA/ATRCW/ARCC.XIII/92/4, le représentant du secrétariat a fait savoir que la 36ème session de la Commission de la condition de la femme, tenue à Vienne du 11 au 20 mars 1992, avait été consacrée, entre autres questions, aux thèmes prioritaires de l'égalité, du développement et de la paix.

32. Concernant le thème de l'égalité, la Commission avait reconnu les récentes réalisations en termes de justice des lois, notamment l'abolition des dispositions discriminatoires dans les législations existantes et l'introduction de modifications correspondantes et de nouvelles lois anti-discriminatoires dans différents aspects de la vie. Cependant, dans la pratique, la discrimination persistait et les femmes continuaient à en souffrir. A cet égard, il fallait veiller en permanence à l'application des lois par le biais des appareils légal et judiciaire.

33. S'agissant du thème du développement, la Commission s'était penchée sur la question des femmes vivant dans une extrême pauvreté: intégration des problèmes de la condition féminine à la planification nationale du développement. A cet égard, le représentant du secrétariat a attiré l'attention des participants sur les principes d'action élaborés par le CARFF, concernant les modalités de la prise en considération des problèmes de la condition féminine dans les plans nationaux de développement, à l'intention des planificateurs, des décideurs et des mécanismes nationaux afin de les guider dans la définition des politiques générales.

34. S'agissant du thème de la paix, l'accent avait porté sur la participation des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes à tous les efforts de paix, y compris la prise de décisions au niveaux national et international, de façon à permettre aux femmes de contribuer à la résolution des conflits, à la définition des politiques de sécurité et à la mise en place de systèmes démocratiques. Il était important que le CRAC examine le rôle que les mécanismes nationaux, les femmes ayant accès à la prise de décisions et les organisations féminines pouvaient jouer dans les efforts visant à promouvoir la paix.

35. La femme et l'environnement : Ici, on avait insisté sur le lien étroit existant entre la condition féminine et le rôle central des femmes dans la gestion et la mise en valeur de l'environnement. Il avait été observé que leur contribution à la protection et à la préservation de l'environnement n'avait pas été suffisamment reconnue ni appréciée à sa juste valeur. On avait souligné que les femmes devaient partager et suivre avec un grand intérêt les activités entreprises au niveau national en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui se tiendra au Brésil en juin 1992, ainsi que les recommandations qui sortiraient de cette conférence et veiller à ce que les décisions concernant l'environnement et intéressant les femmes soient appliquées et suivies d'effet.

Préparation de la quatrième Conférence mondiale pour la femme

36. Il avait été noté que la quatrième Conférence mondiale, prévue en 1995, coïnciderait avec le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le vingtième anniversaire de l'Année internationale de la femme et le dixième anniversaire des Stratégies prospectives de Nairobi. A cet égard, la Commission avait observé que 1995 était le moment adéquat pour tenir la Conférence, en particulier compte tenu de l'incidence des bouleversements en cours aux niveaux international, régional et national, notamment la démocratisation et l'évolution sociale et économique. Les travaux préparatoires de la Conférence commençaient à une période de nouvelles perspectives et de nouveaux défis mais également à une période de nouvelles menaces pesant sur la promotion de la femme. Cette Conférence offrirait donc l'occasion de faire ressortir la relation entre la promotion de la femme et les questions politiques, économiques et sociales liées à l'épanouissement des sociétés et des collectivités.

37. Il faudrait prévoir parmi les mesures à prendre une vaste campagne d'information sur la Conférence et l'élaboration d'une plate-forme d'action.

38. La Commission avait décidé que la Conférence mondiale se tiendrait à Beijing, (Chine) du 4 au 15 septembre 1995. Le CRAC a pris note du rapport.

Douzième session du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) (point 4 c) de l'ordre du jour)

39. Rendant compte de la douzième session du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, la représentante du secrétariat a informé les participants des activités de l'Institut pendant l'année en cours. Les travaux réalisés en faveur de l'amélioration des statistiques et des indicateurs, en particulier ceux relatifs au secteur non structuré, présentaient un intérêt particulier pour la CEA. L'Institut dans ce programme s'attaquait au problème très vieux de l'invisibilité de la femme dans les systèmes de statistiques. Les activités de l'Institut pour l'amélioration des statistiques sur la femme dans le secteur non structuré étaient un volet du projet interinstitutions de la CEA intitulé "amélioration du rôle de la femme africaine dans la production et la gestion du secteur non structuré". L'Institut avait élaboré une très bonne directive intitulée Handbook on Compilation of Statistics on Women in the Informal Sector industry, Trade and Services in Africa and Synthesis of Pilot Studies on Compilation of Statistics on Women in the Informal Sector in Industry, Trade and Services (Guide pour la compilation de statistiques sur les femmes dans l'industrie, le commerce et les services dans le secteur non structuré en Afrique et synthèse d'études pilotes

sur la compilation de statistiques sur les femmes dans l'industrie, le commerce et les services dans le secteur non structuré).

40. Avant la publication de ce guide, des ateliers avaient été organisés pour sensibiliser davantage aussi bien les utilisateurs que les producteurs de statistiques en Afrique à l'importance des statistiques sur le secteur non structuré dans la planification globale et les politiques.

41. D'autres débats ont porté sur la question liée à la sous-utilisation des statistiques disponibles ainsi qu'aux lacunes et aux erreurs dans les statistiques disponibles sur la femme. A cet égard, la représentante a souligné que l'Institut, le seul organe créé essentiellement pour les statistiques et la recherche sur la femme, était certes à la disposition des Etats membres mais que très peu de requêtes lui avaient été adressées pour des statistiques ou des travaux de recherche.

42. La réunion a en outre été informée que l'Institut avait entrepris des études sur l'utilisation du temps : de telles études étaient de par leur nature fondées sur le sexe et permettaient d'examiner des questions aussi variées que la gestion et l'utilisation du temps et de l'espace, les organisations féminines, etc. La collecte de données permettrait de couvrir une bonne partie des différentes activités des femmes. L'Institut avait également élaboré un répertoire informatisé d'experts, une base de données bibliographiques informatisée et un répertoire informatisé d'organismes s'occupant de questions relatives à l'intégration de la femme dans le processus de développement.

43. En ce qui concerne le rapport d'UNIFEM, le représentant de la CEA a informé le Comité des consultations entre la CEA et UNIFEM, avant de souligner la nécessité d'une collaboration plus étroite entre ces deux organisations. Le Comité a pris note du rapport.

Rapport de la réunion spéciale d'experts chargée d'étudier les modalités de création d'une association régionale des femmes-entrepreneurs (point 5 de l'ordre du jour)

44. Le rapport de la réunion susmentionnée tenue à Nairobi du 22 au 25 octobre 1991 a été présenté par la représentante du secrétariat. Elle a donné un aperçu de la situation des femmes-entrepreneurs en Afrique, soulignant leur rôle dans le développement économique global. Elle a mis en lumière un certain nombre de contraintes auxquelles se heurtaient les femmes-entrepreneurs, notamment la taille réelle des entreprises gérées par des femmes, la concentration des entreprises de femmes dans le même domaine d'activité - ce qui provoquait une concurrence acharnée - la rivalité entre les femmes professionnelles et les femmes-entrepreneurs. Elle a reconnu que la majorité des activités se retrouvaient dans le secteur non structuré, même s'il précisait que certaines femmes s'étaient lancées dans les industries manufacturières. En outre, davantage de femmes devraient se lancer dans de grandes entreprises et industries. La nécessité de constituer un groupe économique solide était devenue évidente, étant donné que les femmes avaient besoin d'un cadre qui puisse créer un environnement propice aux activités des femmes-entrepreneurs. Ce groupe contribuerait à favoriser une utilisation pleine et entière des femmes-entrepreneurs potentielles et les experts avaient fortement recommandé la formation immédiate d'une fédération africaine des femmes-entrepreneurs ainsi que la création simultanée d'associations sous-régionales et nationales.

45. L'exposé a été suivi d'un débat très enrichissant sur la question. Les membres du CRAC ont apprécié et pleinement approuvé l'idée de la création d'une fédération africaine des femmes-entrepreneurs et d'une banque, ce qui serait le couronnement de tous les efforts tendant à améliorer les conditions de vie des femmes. Les recommandations de la réunion d'experts de Nairobi ont été approuvées et il a été souligné que certaines d'entre elles devraient être spécifiquement adressées aux gouvernements, afin que les femmes opérant dans les affaires et les filiales africaines du Women's World Banking puissent bénéficier d'un appui vigoureux de l'Etat.

46. Des questions ont été soulevées quant à la composition de la fédération envisagée et ses fonctions, composition et fonctions qui ne devraient pas faire double emploi avec celles de groupements sous-régionaux ou de groupements économiques existants. Il était entendu que les fonctions étaient clairement définies dans les statuts et que les membres ordinaires de la fédération seraient les associations nationales de femmes-entrepreneurs. Il a été également souligné que la fédération pourrait s'attaquer à la question de l'imposition, qui était une des préoccupations majeures des femmes d'affaires.

47. Au cours de la discussion, la nécessité de définir clairement dans le texte des statuts le groupe visé et le niveau des entrepreneurs en question a été soulignée. Un groupe se composant du Nigéria, d'UNIFEM et de la CEA a été prié de travailler à la définition du profil des femmes-entrepreneurs à admettre dans la fédération, compte tenu de la nécessité d'abandonner l'approche protection sociale en faveur de l'approche économique et de démythifier l'idée d'entreprise, la plupart des femmes travaillant dans le secteur non structuré.

48. Le Comité a par la suite adopté la définition suivante qui serait insérée dans les statuts :

49. "Pour la gouverne des associations nationales de femmes-entrepreneurs, femme entrepreneur dans le présent contexte désigne :

- i) toute femme s'occupant de la transformation de matières premières en produits semi-finis ou finis utilisables, par exemple l'industrie alimentaire ou la production manufacturière;
- ii) toute femme faisant carrière dans le secteur structuré et non structuré dans une activité économique à temps complet;
- iii) toute femme qui utilise des aptitudes et des ressources pour la fourniture de services économiques et sociaux : nettoyage à sec, gestion d'école, coiffure, confection, restauration par exemple;
- iv) toute femme passant du secteur économique non structuré au secteur économique structuré;
- v) toute coopérative de femmes entreprenant des activités lucratives et de réinvestissement".

50. Il a enfin été souligné que les femmes devraient voir au-delà de l'idée d'achat et de vente pour se lancer dans d'autres activités lucratives qui leur permettraient de mettre pleinement en valeur leurs capacités techniques et leurs potentialités.

Rapports des réunions des comités sous-régionaux et priorités pour les sous-régions (point 6 de l'ordre du jour)

Rapport du Comité sous-régional d'intégration de la femme au développement du MULPOC de Gisenyi (point 6a de l'ordre du jour)

51. En présentant le rapport, le représentant de la CEA a fait ressortir les principaux points que la réunion avait à son ordre du jour, à savoir: les progrès réalisés dans la mise en application de la Déclaration d'Abuja, la situation des femmes dans les transformations agricole et industrielle dans le contexte du CARPAS, les rapports d'évaluation des programmes de formation dispensés par le MULPOC aux cadres féminins de la sous-région de la CEPGL, le rapport intérimaire sur la publication n° 7 de la Revue "Femmes et Développement" et, enfin, l'identification des priorités pour la sous-région.

52. Le représentant du secrétariat a fait remarquer que des progrès avaient été enregistrés dans les trois pays de la sous-région en ce qui concerne la mise en application de la Déclaration. En effet, des progrès sensibles

avaient été réalisés principalement dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de l'accès au crédit grâce à l'action des Etats et des associations féminines mais aussi grâce aux initiatives privées. La mise en oeuvre effective de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme ne rencontrait pas de difficulté particulière dans la sous-région, mais il existait encore des textes juridiques contraires aux intérêts de la femme, notamment dans le domaine des droits de propriété, de l'héritage, et de la paternité. Parmi les domaines qui nécessitaient une plus grande attention dans la sous-région, figuraient le renforcement des mécanismes nationaux, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et l'accès au crédit, la participation des femmes à la vulgarisation agricole, et la circulation de l'information.

53. Il a également été noté que la situation des femmes dans les programmes d'ajustement structurel avait retenu l'attention des pays de la sous-région et que des mesures avaient été prises en vue d'atténuer les effets négatifs de l'ajustement sur notamment l'emploi et les activités génératrices de revenus. Ces mesures s'inscrivaient dans le cadre des programmes relatifs aux dimensions sociales de l'ajustement. A ce sujet, la sous-région a exprimé le souhait que des mesures d'alerte soient envisagées pour pallier les effets des PAS sur les femmes.

54. S'agissant de l'évaluation des programmes de formation dispensés par le MULPOC, la sous-région avait demandé plus de rigueur dans les programmes. Pour le cas de la publication de la Revue "Femmes et Développement", un certain nombre de mesures avaient été avancées en vue d'assurer la continuité et une large diffusion de la Revue. Les priorités retenues pour la sous-région étaient axées sur les points suivants :

- Coordination du programme IFD au niveau du MULPOC,
- Formation et information,
- Population, santé et nutrition,
- Renforcement des mécanismes nationaux d'IFD, et
- Désaggrégation des statistiques.

55. Les représentants du Rwanda et du Burundi ont apporté des compléments d'information aux rapports de leurs pays. C'est ainsi qu'il a été noté que le Burundi avait adopté en mars 1992 une constitution qui donnait le droit de propriété à tous les citoyens sur un pied d'égalité. S'agissant du Rwanda, le prochain gouvernement pluraliste comporterait un ministère de la famille et de la promotion de la femme qui contribuerait à renforcer l'action menée jusque-là par d'autres mécanismes. Le Programme national d'action sociale du Rwanda mettait l'accent sur l'enseignement, l'emploi et l'accès des femmes au crédit, tandis que l'Association nationale du Rwanda donnait la priorité à la sécurité alimentaire et à l'éducation.

56. Au cours des discussions, il est apparu que des pays des autres sous-régions avaient dû également recourir au système de double vacation au niveau de l'enseignement primaire pour permettre l'inscription d'un grand nombre d'enfants.

57. Le CRAC a pris bonne note de la nouvelle composition du bureau du Comité sous-régional, à savoir: le Zaïre, Président; le Burundi, Vice-président et le Rwanda, rapporteur. Le CRAC a également pris note du rapport et des recommandations du Comité sous-régional d'intégration de la femme au développement.

Rapport du MULPOC de Lusaka (point 6b de l'ordre du jour)

58. Présentant ce rapport, le représentant de la Zambie, rapporteur du MULPOC, a déclaré que les Etats membres du MULPOC se préoccupaient essentiellement de la crise alimentaire, tel qu'indiqué au paragraphe 8 du rapport.

59. S'agissant de la Déclaration d'Abuja, les participants ont, dans leurs exposés respectifs, abordé la question des progrès qui avaient été accomplis dans l'application de la Déclaration ainsi que les problèmes rencontrés à cet égard.

60. L'initiative de la ZEP, à savoir leur programme relatif à l'intégration des femmes au processus de développement, a également été examinée. Le représentant de la ZEP avait présenté le programme et demandé aux Etats membres du MULPOC d'approuver cette initiative. Le représentant de la Zambie a exprimé l'espoir que le CRAC approuverait aussi l'initiative.

61. Le représentant de la Zambie a, pour conclure, donné lecture de la résolution qui avait été adoptée par la réunion. Il a en particulier attiré l'attention sur certains paragraphes du dispositif concernant :

a) la relance du programme du MULPOC pour l'intégration de la femme au processus de développement, qui donnait de moins en moins de résultats en raison en partie de problèmes budgétaires et en partie à cause de l'effondrement de nombreux mécanismes mis en place en faveur des femmes, effondrement dû aux changements politiques intervenus dans la région;

b) la nécessité de définir des priorités en ce qui concerne l'application de la Déclaration d'Abuja dans la mesure où de nombreuses stratégies avaient été proposées mais n'avaient pas été appliquées du fait que les priorités n'avaient pas été définies;

c) la nécessité d'intensifier l'échange d'informations entre le bureau du MULPOC et les Etats membres.

62. Enfin, l'intervenant a informé le Comité de la composition du nouveau bureau élu lors de la réunion du MULPOC de Lusaka :

Ouganda	:	Président
Namibie	:	Vice-Président
Zambie	:	Rapporteur

Le Comité a pris acte du rapport.

Rapport du MULPOC de Niamey (point 6c de l'ordre du jour)

63. En présentant ce rapport, le fonctionnaire du secrétariat a indiqué que les travaux de la réunion avaient porté sur :

a) l'examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Déclaration d'Abuja;

b) l'analyse de la situation des femmes dans les secteurs agricole et industriel dans le contexte du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS);

c) la définition de nouveaux domaines prioritaires pour les programmes en faveur des femmes dans la sous-région;

d) l'élection des membres du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement.

64. S'agissant des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Déclaration d'Abuja, l'intervenant a indiqué qu'il ressortait des rapports nationaux et des débats que des efforts avaient été faits par les Etats membres dans les domaines ci-après :

a) En matière d'éducation et de formation, les femmes acquéraient des compétences techniques et le taux de scolarisation des filles avait augmenté à tous les niveaux de l'enseignement bien que de nombreuses filles abandonnent les études au niveau des classes terminales pour diverses raisons. Cependant, au niveau de l'éducation des adultes, les rapports faisaient toujours état d'un taux élevé d'analphabétisme dans la plupart des pays.

b) S'agissant de l'emploi des femmes dans le secteur moderne, des efforts avaient été déployés pour faciliter l'accès des femmes aux postes clés. Dans le cas de la Côte d'Ivoire par exemple, il a été indiqué que le pays comptait trois femmes ministres, huit femmes députés et cinq femmes maires. Toutefois, dans la plupart des cas, les mesures prises en vue d'améliorer la situation de la femme dans le secteur de l'emploi n'ont pu atteindre les objectifs fixés dans la Déclaration d'Abuja.

c) Dans le domaine de la loi et de la législation, des changements sont intervenus dans certains cas en ce qui concerne le mariage et l'accès au crédit. Dans le cas du Burkina Faso par exemple, il a été indiqué que le pays avait adopté les textes relatifs à la réforme agraire et foncière reconnaissant le droit des femmes de posséder des terres tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Certains pays avaient adopté un code de la famille traitant du mariage et du divorce.

d) Dans les secteurs agricole et industriel, la plupart des pays ont indiqué que plus de 80 % des femmes menaient diverses activités agricoles telles que la transformation des produits agricoles alors que la proportion de femmes opérant dans le secteur industriel était encore très faible et que celles-ci étaient confinées dans des emplois répétitifs mineurs. Les femmes se limitaient largement au secteur des petites industries où elles pouvaient mener des activités telles que la transformation alimentaire, la fabrication de savon, l'extraction d'huile végétale, l'artisanat, etc..

Difficultés et problèmes rencontrés

65. Bien que des progrès aient été réalisés dans certaines domaines, les facteurs socio-culturels et la non-application des lois ont entravé la mise en oeuvre de la Déclaration d'Abuja. Parmi les autres difficultés rencontrées, figurent :

- l'accès limité des femmes aux ressources matérielles comme la terre et aux ressources financières, les préjugés traditionnels qui excluent souvent les femmes des plans et programmes de développement;
- les techniques traditionnelles de production et les outils primitifs utilisés par les femmes;
- l'accès limité des femmes au crédit;
- l'absence de technologie moderne;
- les difficultés de transport et de commercialisation des produits;
- le manque de données précises permettant d'évaluer les activités des femmes et leur contribution à l'économie nationale;

- la déperdition scolaire enregistrée au niveau des filles et l'abandon des programmes de formation par les femmes;

- le manque de coordination des programmes en faveur des femmes.

66. Mesures visant à surmonter certains de ces problèmes

a) En matière d'éducation, de formation, de science et de technique, il a été indiqué que des bourses d'enseignement supérieur étaient octroyées aux filles afin d'accroître le nombre d'entre elles accédant à ce niveau d'enseignement. C'était le cas au Mali et au Niger. Au Ghana, des ateliers sur la science, la technique et les mathématiques étaient organisés tous les ans pour encourager les filles du cycle supérieur de l'enseignement secondaire à embrasser des carrières dans ces domaines.

b) Des études et travaux de recherche étaient menés en vue d'analyser la situation des femmes dans différents domaines.

67. Domaines prioritaires - Après examen de la situation des femmes, la réunion a défini des priorités pour les programmes en faveur des femmes et a adopté, à cet égard, une résolution en dix points relative aux domaines ci-après : éducation, législation, circulation de l'information entre Etats membres, crédit, ressources matérielles, échange d'expériences commerciales, coordination des activités de promotion entre les Etats membres, et application effective des résolutions de Niamey.

Autre question importante ayant été examinée au cours de la réunion, la réactivation du bureau du coordonnateur des programmes sur la femme et le développement au MULPOC de Niamey. Une résolution a été adoptée à cet effet, qui demandait aux Etats membres d'apporter leur appui au programme du MULPOC en faveur des femmes.

68. A la fin de la réunion, le Comité sous-régional du MULPOC de Niamey a élu le bureau suivant :

Burkina Faso	:	Président
Niger	:	Vice-Président
Nigéria	:	Rapporteur

Après cette présentation, le Comité a pris acte du rapport.

Rapport de la réunion du MULPOC de Yaoundé (point 6d de l'ordre du jour)

69. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le Secrétaire d'Etat aux affaires sociales de la République centrafricaine en sa qualité de vice-présidente du Comité sous-régional. Dans sa présentation, le Secrétaire d'Etat a indiqué que la réunion s'était tenue à Yaoundé, au Cameroun du 17 au 19 février 1992 avec la participation de cinq Etats membres, à savoir le Cameroun, le Congo, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine et le Tchad.

70. Le bureau élu pour diriger les travaux était composé du Cameroun à la Présidence, de la République centrafricaine à la Vice-Présidence et du Congo comme rapporteur.

71. Le Secrétaire d'Etat a ensuite passé en revue les principales questions soulevées au titre des points à l'ordre du jour et les conclusions issues de la réunion. Au sujet de la mise en oeuvre de la Déclaration d'Abuja, la sous-région avait enregistré des résultats positifs dans tous les domaines. Un problème particulier qui avait été souligné était que les récents changements intervenus au Tchad avaient affecté le mécanisme national

d'intégration des femmes au développement, qui avait été réduit à une direction de la condition féminine au sein du Ministère de la santé et des affaires sociales.

72. Le Secrétaire d'Etat a en outre fait remarquer que les questions relatives à la situation des femmes dans le cadre du CARPAS et aux besoins spécifiques des femmes en matière de technologies avaient bénéficié de l'attention voulue. En effet, les pays avaient élaboré des programmes relatifs aux dimensions sociales de l'ajustement et destinés à atténuer les effets négatifs de l'ajustement sur les groupes vulnérables, en particulier les femmes. La formation d'animatrices a été suggérée comme une des mesures visant une meilleure participation des femmes aux négociations et à l'exécution des programmes de développement.

73. S'agissant des besoins des femmes en technologie alimentaire, il s'est avéré nécessaire de mettre l'accent sur l'inventaire des technologies de transformation agricole, le développement des programmes de technologie en mettant l'accent sur la formation des artisans, la mise sur pied de micro-projets et de programmes de crédit permettant aux femmes d'acquérir et d'exploiter ces technologies.

74. Les nouvelles priorités retenues pour la sous-région étaient les suivantes :

- a) la contribution des femmes à la solution du problème de l'insécurité alimentaire;
- b) la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes et des activités génératrices de revenus, particulièrement dans le domaine agro-alimentaire;
- c) les femmes et l'environnement.

75. Les recommandations du Comité sous-régional portaient essentiellement sur la prise en compte des priorités définies dans les programmes nationaux; l'échange d'information et de données d'expérience sur la promotion de la femme; l'organisation de séminaires de formation pour les animatrices des groupements de femmes du milieu rural; la promotion des investissements dans les technologies appropriées liées aux activités des femmes; la concrétisation de la Déclaration d'Abuja et du Comité sous-régional; enfin, la définition de nouveaux domaines d'intérêt développer l'esprit d'entreprise chez les femmes.

76. Le CRAC a pris bonne note du rapport et du tableau synoptique portant sur les problèmes de la sous-région et les solutions proposées.

Rapport de la réunion du MULPOC de Tanger (point 6e de l'ordre du jour)

77. La représentante du secrétariat de la CEA a commencé par expliquer que la réunion du Comité sous-régional de l'Afrique du Nord s'était tenue en 1991. Aussi, la CEA n'avait pas jugé nécessaire de convoquer une autre réunion cette année comme pour les autres sous-régions. Elle a rappelé que jusqu'au mois de Mars 1992, le programme IFD du MULPOC de Tanger avait bénéficié d'un appui très apprécié du Gouvernement égyptien. En effet, l'Egypte avait détaché un expert en promotion de la femme auprès du MULPOC pour assurer la coordination du programme IFD de la sous-région.

78. Le rapport de la réunion portait sur l'examen des activités de promotion de la femme entreprises par le MULPOC et le programme 1992-1993. Les activités menées étaient essentiellement une étude relative à la condition de la femme en Afrique du Nord et une étude du projet sur les guides rurales.

79. Quant au programme 1992-1993, il préconisait une intensification des échanges entre pays; une plus grande participation des Etats membres aux activités de recherche en mettant les données existantes à la disposition du programme.

80. Le représentant de l'Algérie a informé les membres du CRAC que le comité des experts du MULPOC de Tanger qui venait de se réunir à Addis-Abeba avait été informé des contacts en cours en vue du renouvellement du contrat de la coordonnatrice.

81. Au cours de la discussion, il a été noté que le geste louable du Gouvernement égyptien devrait servir d'exemple aux autres pays en tant que mesure de soutien aux programmes sous-régionaux de promotion de la femme.

82. Le CRAC a pris acte du rapport.

Note sur la cinquième Conférence régionale de 1994 : Préparation de la Conférence mondiale (point 7 de l'ordre du jour)

83. En présentant le document E/ECA/ATRCW/ARCC.XIII/92/6 sur ce point de l'ordre du jour, la représentante de la CEA a brièvement fait l'historique de la troisième Conférence régionale de 1984 sur l'intégration de la femme au développement et de la Conférence mondiale de 1985. Elle a mentionné les Stratégies d'Arusha et de Nairobi adoptées à ces conférences.

84. Elle a ensuite rappelé les questions clés traitées dans ces Stratégies et l'accent mis sur des domaines tels que l'agriculture et la production alimentaire, le développement industriel et la mise en valeur des ressources humaines. Elle a également rappelé les nombreuses résolutions adoptées aussi bien au niveau régional que mondial dans lesquelles la mise en oeuvre de ces Stratégies était demandée. Les progrès importants réalisés dans l'application des Stratégies ont été mis en lumière.

85. La présentatrice a également rappelé la Conférence régionale chargée d'examiner la situation des femmes africaines à la fin des années 80, tenue à Abuja (Nigéria) en novembre 1989. Elle a dit que la Conférence avait examiné les progrès accomplis depuis 1984 et 1985 dans l'application des Stratégies d'Arusha et de Nairobi, respectivement. L'examen, dans le contexte des Stratégies d'Arusha et de Nairobi, a montré que la situation des femmes s'était détériorée, en particulier dans la plupart des pays africains où les crises économiques, l'alourdissement de la dette et les fortes réductions des ressources affectées au développement social avaient fortement entravé l'application des Stratégies. A cet égard, elle a indiqué que la Conférence avait adopté de nouvelles mesures concrètes dans divers domaines de développement dans une déclaration intitulée : "Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine dans les années 90". Compte tenu de la lenteur de la mise en oeuvre des Stratégies d'Arusha et de Nairobi, la Déclaration d'Abuja recommandait des mesures globales et des objectifs spécifiques dont l'exécution aux niveaux national, sous-régional, régional et international accélérerait l'intégration des femmes dans le processus de développement.

86. Compte tenu de ce qui précède, la présentatrice s'est ensuite référée à la cinquième Conférence régionale de 1994 et à la Conférence mondiale de 1995 et a indiqué que le rôle du CRAC dans la préparation de ces deux conférences était crucial. Elle a demandé à la réunion du CRAC de consacrer beaucoup de temps et de réflexion au thème, aux objectifs et à l'ordre du jour de la cinquième Conférence régionale. Elle a énoncé un certain nombre de questions que la réunion pourrait selon elle examiner. Elle a informé les participants du programme de travail de 1992-1993 et des activités du CARFF qui seront axés sur certaines activités relatives aux questions de la Conférence régionale et de la Conférence mondiale.

87. Pour terminer, elle a avancé les questions importantes ci-après proposées à l'ordre du jour de la Conférence régionale :

1. Rapport de la Présidente sortante de la quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement;

2. Rapports des pays, des institutions des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales;
 3. Rapport du secrétariat de la CEA sur les activités accomplies depuis la quatrième Conférence régionale et grandes lignes de l'évaluation de la mise en oeuvre des stratégies;
 4. Incidence de la crise socio-économique et de la crise de la dette extérieure sur les femmes en Afrique;
 5. Les femmes et la prise de décisions, leur présence sur l'arène politique et dans le processus de prise de décisions;
 6. L'habilitation économique des femmes dans les affaires;
 7. La dimension féminine des problèmes d'environnement et de développement;
 8. Le rôle des mécanismes nationaux pour ce qui est d'appliquer les stratégies et d'exprimer les besoins des femmes;
 9. Préparation de la Conférence mondiale (1995);
 10. Questions diverses;
 11. Examen et adoption du rapport, des recommandations et des résolutions.
88. Le CRAC, à sa treizième réunion, a adopté l'ordre du jour ci-dessus, sans réserve d'un examen plus approfondi lors de sa 14ème réunion prévue en 1993.
89. Au cours de la discussion qui a suivi, les représentants ont accepté la proposition portant sur un questionnaire pour une enquête visant à faciliter aux Etats membres l'organisation d'un examen exhaustif des rapports des pays et qui fournira une évaluation analytique. Il a également été proposé que cette enquête fournisse aux femmes l'occasion d'évaluer leur propre situation.
90. Parlant du rôle des mécanismes nationaux, nombre de représentants ont exprimé la nécessité de renforcer ces structures, d'autant plus que des préparatifs sont faits pour planifier les conférences régionale et mondiale. Les membres du CRAC devraient établir un réseau d'information dans leurs régions respectives pour assurer une bonne circulation de l'information entre les Etats membres, la CEA et les ONG.
91. Sur la question de l'amélioration de la condition et du rôle des femmes, il a été proposé que l'OUA élabore un mécanisme en vue d'encourager cette action et de sensibiliser les gouvernements pour qu'ils soutiennent activement la cause des femmes. L'OUA dispose de l'influence politique qu'elle pourrait utiliser pour promouvoir davantage l'intégration des femmes au processus de développement. Enfin, la question de la désignation du Secrétaire général de la Conférence mondiale a été soulevée. La réunion a décidé qu'une résolution serait préparée sur cette question afin d'être soumise à la Conférence des ministres de la CEA, pour information et adoption.
92. A la fin du débat, le Comité a adopté deux résolutions intitulées "La femme africaine dans les années 90" et "Les femmes et la paix", respectivement. Ces deux résolutions ont été soumises au Comité technique préparatoire plénier et, après amendement, adoptées par la Conférence des ministres.

DECLARATIONS DES REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES, DE L'OUA, DES ETATS MEMBRES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

A. Déclaration de l'OUA

93. Dans sa déclaration, le représentant de l'OUA a fait le point sur la coopération entre l'OUA et la CEA concernant la promotion de la femme. Plus particulièrement, il a admis le rôle primordial joué par le CRAC dans la création à l'OUA d'un service chargé de l'intégration de la femme dans le développement. L'intervenant a présenté certaines des activités auxquelles ce service de l'OUA a pris part en tant qu'organisateur et participant. Parmi ces activités, il a mentionné le séminaire sur l'autosuffisance alimentaire et le redressement en Afrique (1991) qui a été organisé en collaboration étroite avec la CEA et grâce à l'assistance financière de nombreuses institutions, notamment le BIT, l'OMS, l'UNICEF, l'Association panafricaine d'organisations féminines, la BAD, la FAO et l'ONUDI. L'intervenant a indiqué que le Service de l'OUA s'occupant de la femme dans le développement élaborait un projet d'éducation fonctionnelle des femmes et a demandé aux participants d'apporter leur appui à ce projet. Le Service s'attelait également à élaborer la Charte africaine de la femme, en collaboration étroite avec la CEA et les autres institutions.

94. Le représentant de l'OUA a rappelé aux participants que son organisation avait participé à l'élaboration des Stratégies d'Arusha ainsi qu'à la préparation de la Conférence mondiale à Nairobi et de la Conférence régionale sur la femme. Un projet de renforcement du Service de l'OUA chargé de l'intégration de la femme dans le développement avait été récemment approuvé mais le Service comptait sur la coopération du CARFF de la CEA pour sa réalisation. L'intervenant a également informé la réunion d'un autre projet relatif au secteur non structuré. L'OUA faisait partie des promoteurs et était responsable, aux côtés de la CEA, du volet politique de ce projet qui concerne quatre pays africains : le Burkina Faso, le Congo, la Gambie et la Zambie. L'Organisation participait actuellement aux activités préparatoires à la Conférence régionale qui examinera et évaluera les résultats de ce projet.

95. En conclusion, le représentant de l'OUA a souligné que la question de la promotion de la femme ne pouvait être dissociée de celle de la promotion de l'enfant. Avec le concours de l'UNICEF, l'OUA se préparait à organiser une conférence africaine sur le sujet dans le cadre du suivi des décisions de la Conférence d'Abuja de l'année précédente. L'intervenant a également assuré les participants que des liens de coopération seraient établis en ce qui concerne les questions d'environnement.

B. Déclaration de l'UNICEF

96. Dans sa déclaration, la représentante de l'UNICEF a brièvement décrit la structure organisationnelle de l'UNICEF, qui exerce son activité au niveau national mais a aussi ses bureaux sous-régionaux. Elle a déclaré qu'en Afrique, l'UNICEF avait un bureau à Nairobi, qui couvrait l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et un autre bureau à Abidjan qui était chargé de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle a souligné que les activités de l'UNICEF visaient principalement, bien entendu, les enfants, leur développement et leur protection. Elle a fait valoir que, toutefois, ces objectifs ne pouvaient être atteints sans la promotion de la femme. Le souci de la promotion de la femme était présent dans tous les programmes et projets UNICEF, qu'ils aient trait à la santé, à la nutrition, à l'éducation, aux ressources en eau, à l'environnement ou à l'égalité. En outre, l'UNICEF appuyait les activités dans le domaine de l'entreprise et d'autres activités économiques des femmes, surtout des femmes ayant peu de ressources, notamment en favorisant l'accès des femmes au crédit par le biais de la formation et de l'aide financière fondées en particulier sur le modèle de la Banque Grameen. L'UNICEF se préoccupait tout particulièrement de la condition des femmes pauvres. L'intervenante s'est déclarée satisfaite de l'idée de créer une banque régionale de développement en faveur des femmes. Par ailleurs, elle a félicité le CARFF de la CEA pour le travail accompli dans des domaines tels que le développement et la promotion des activités en matière d'entreprise chez les femmes. Elle a prié instamment les participants de prendre en

considération le lien qui existe entre le travail des femmes et les soins aux enfants lors de la conception et de l'exécution de programmes. Elle a également insisté sur la nécessité d'établir un lien entre la situation actuelle et la condition de la femme, d'une part, et les préjudices dont sont victimes les jeunes filles, d'autre part.

97. Pour conclure, la représentante de l'UNICEF a mis l'accent sur les avantages d'une coopération inter-institutions et a assuré les participants que l'UNICEF était prête à poursuivre cette collaboration avec d'autres institutions en vue d'un objectif commun.

C. Déclaration d'UNIFEM

98. Dans sa déclaration, la représentante d'UNIFEM a fait noter la similitude d'intérêts et d'objectifs entre son organisation et le CARFF de la CEA. Elle a souligné que pour UNIFEM, la principale cible était les femmes rurales et que, pour cette raison, UNIFEM s'était réorganisée et avait ouvert des bureaux extérieurs qui travaillaient en étroite collaboration avec les MULPOC. Elle a insisté sur l'importance du Plan d'action de Lagos et de ses dispositions pour les femmes. Elle a fait remarquer que pour UNIFEM, le Plan d'action de Lagos était un document vital qui l'aidait à mettre au point les stratégies relatives à la promotion des femmes africaines. Elle a, en particulier, fait ressortir trois domaines prioritaires des activités d'UNIFEM : la sécurité alimentaire, la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes et l'intégration des femmes au processus de développement, en particulier les activités prédominantes de développement. En outre, elle a informé les participants de la stratégie d'UNIFEM consistant à établir des relations avec les structures et dispositifs nationaux, ainsi qu'avec les institutions régionales et sous-régionales oeuvrant à la promotion de la femme. Elle a estimé que les mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement devraient oeuvrer en étroite collaboration avec les départements techniques en vue de faire face aux besoins multisectoriels des femmes, en particulier dans les domaines de la planification et du développement rural. Elle a mis l'accent sur la nécessité de mobiliser les femmes, d'un même pays et de pays différents en un nouveau front étant donné en particulier le processus actuel de pluralisme politique et de démocratisation, qui a permis la naissance de nouvelles associations féminines. Elle a souligné que le multipartisme pourrait être un atout mais également une menace contre la défense des intérêts des femmes si celles-ci ne forment pas un front solide.

99. En conclusion, la représentante d'UNIFEM a souligné la nécessité d'harmoniser les besoins des femmes avec les priorités nationales et régionales en matière de développement; à cette fin, UNIFEM avait apporté son concours à la BAD et à l'OUA pour l'élaboration de politiques et la mise en place d'unités administratives concernant l'intégration de la femme au développement. Elle a également parlé des bureaux extérieurs d'UNIFEM à Dakar et à Harare, qui coordonnaient leurs activités avec celles de la CEDEAO, du CILSS, du Bassin du lac Tchad, de la SADCC et de la ZEP en vue de sensibiliser les experts et d'aider à l'intégration des questions IFD dans la programmation générale. Elle a ensuite souligné que l'ensemble des organisations qui s'emploient à promouvoir la contribution des femmes africaines au développement du continent devraient coordonner leurs efforts et coopérer. Elle a ajouté que la présence des deux coordonnatrices des bureaux de Dakar et de Harare témoignait de la volonté de coopération continue d'UNIFEM.

D. Déclaration du BIT

100. Dans sa déclaration, la représentante du BIT a signalé que la promotion du respect des principes d'égalité des chances et de traitement égal des hommes et des femmes avait été l'un des objectifs fondamentaux de son Organisation depuis sa création. Le BIT agissait dans deux directions: en élaborant et en exécutant des projets spécifiques pour les femmes et en oeuvrant pour l'incorporation des préoccupations des femmes dans les projets et les programmes généraux. La présentatrice a mis en lumière certaines des initiatives récentes du BIT aux niveaux international, régional et national. En particulier, elle a informé les participants d'un nouveau projet d'une durée de deux ans intitulé: "The ILO Interdepartmental Project on Equality for Women in Employment" (projet interdépartemental du BIT sur l'égalité pour les femmes dans l'emploi) qui concernait un grand nombre

de services du BIT et qui devait représenter la contribution du BIT à la Conférence mondiale de 1995 prévue à Beijing. Le projet atteindra son point culminant à la Conférence internationale sur l'"égalité pour les femmes dans un monde en évolution : défis pour l'avenir" qui évaluera la situation des femmes travailleuses. L'intervenante a informé les participants des efforts du BIT visant à établir un réseau structurel pour promouvoir les questions concernant l'intégration des femmes au développement et fait des observations sur ses objectifs et sa composition. Elle a exprimé le désir du BIT de coopérer avec tous les organismes et institutions pour ce qui est d'assurer la promotion des femmes et, en particulier, avec des organisations telles que le CARFF de la CEA et l'OUA.

E. Déclaration de l'IAC

101. Dans sa déclaration, la représentante de l'IAC a fait de brèves observations sur les deux rapports présentés par le secrétariat de la CEA concernant les activités de la CEA en vue de la promotion de la femme durant la période couverte par le rapport, sur les réunions de la trente-sixième session de la Commission de la condition de la femme et sur la douzième session du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme. En particulier, elle a indiqué que la CEA ne s'occupait pas seulement de questions économiques mais également de divers problèmes sociaux, dont les soins de santé. Elle a affirmé que le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles (IAC) participait directement aux activités liées à la santé des femmes. Elle a indiqué que l'IAC comptait 22 organisations membres, c'est-à-dire des mécanismes nationaux similaires dans les pays africains et recevait une assistance technique du CARFF. Elle a exprimé sa gratitude pour cette aide et souligné que le Comité collaborait avec le CARFF dans chaque domaine de ses activités, ce qui était très important. Elle a également affirmé qu'il n'était pas possible d'assurer le développement économique des femmes sans résoudre leurs problèmes de santé et, en particulier sans éliminer certaines pratiques nuisibles qui étaient considérées comme une grave menace à la santé des femmes. Elle a corroboré ce fait en citant un certain nombre d'exemples des pratiques en vigueur.

F. Déclaration du FNUAP

102. Dans sa déclaration, la représentante du FNUAP a déclaré que le Fonds avait fait des questions relatives à la femme la pierre angulaire de ses activités en matière de population et de développement et qu'il était déterminé à favoriser l'accroissement du rôle et de la contribution des femmes concernant la population et le développement. Elle a également indiqué que le FNUAP avait mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la condition de la femme aux niveaux national, régional et mondial dans des domaines tels que la fécondité et la mortalité infantile, juvénile et maternelle.

103. Tenant compte du double rôle des femmes, le FNUAP avait accordé une attention particulière à leurs besoins en tant que mères et travailleuses. L'intervenante a félicité le CARFF pour ses efforts en direction de la promotion féminine et invité tous les organismes à tenir compte de l'importance qu'il y a de relier les questions démographiques avec l'amélioration de la condition de la femme en élaborant et en renforçant des programmes visant à réduire les taux de mortalité infantile, juvénile et maternelle.

104. En conclusion, elle a mis en exergue les avantages de la collaboration entre les organismes de l'ONU et d'autres organisations pour la promotion féminine et souligné que le FNUAP était disposé à collaborer à l'exécution de programmes axés sur la promotion de la femme dans divers domaines.

G. Déclaration de la représentante de l'Ethiopie

105. Dans sa déclaration, la représentante de l'Ethiopie a remercié le CARFF d'avoir invité le Service des femmes à participer à la réunion du CRAC.

106. Elle a félicité l'OUA pour ses efforts visant à rédiger la Charte africaine pour la femme parce qu'il lui semblait que les gouvernements pourraient se conformer aux règles et règlements de ladite Charte et faire du travail sérieux concernant les femmes.

107. Elle a donné aux participants une description du Service des femmes du Ministère de la planification et du développement économique. Ce Service avait été créé au milieu de 1988 après la Conférence mondiale tenue à Nairobi, laquelle avait invité instamment les gouvernements à intégrer les femmes à toutes les phases du processus de développement et souligné également que les objectifs économiques nationaux ne pouvaient être atteints si la condition et le rôle des femmes n'étaient pas pleinement pris en considération.

108. Le Service était responsable de l'inclusion des femmes dans les activités de développement et de l'intégration de leurs problèmes dans les plans de développement global du pays. Ses objectifs étaient les suivants :

- sensibiliser les responsables et décideurs nationaux à la nécessité d'incorporer les facteurs concernant les femmes dans les plans nationaux de développement;
- mettre au point un cadre méthodologique pour l'intégration des femmes au développement;
- fournir aux ministères et organismes des conseils techniques au sujet de l'intégration des femmes au développement;
- renforcer la base de données sur les questions féminines et diffuser des informations grâce à divers médias;
- concevoir des mécanismes de contrôle, d'évaluation et de suivi, assurer une formation de courte et de moyenne durée et organiser des voyages d'études à l'intention des cadres nationaux.

109. Jusqu'ici, le Service avait axé ses efforts sur la sensibilisation des responsables, des administrateurs régionaux, des décideurs et des planificateurs grâce à trois ateliers nationaux et à deux ateliers régionaux. En outre, son personnel participait régulièrement à des réunions sur les politiques et programmes afin de donner ses conceptions sur la participation des femmes aux plans et stratégies envisagés. Ce personnel participait aussi à des séminaires et ateliers et avait effectué plusieurs voyages d'études dans différents pays. Le Service envisageait de concentrer ses efforts sur la conception et l'exécution de travaux de recherche liés aux questions concernant les femmes. Cependant, à ce jour aucune méthodologie claire pour l'intégration des femmes au processus de développement n'avait été mise au point. L'intervenante a invité les participants à donner leurs vues sur cette question et voulait savoir si l'un quelconque de leurs pays avait produit des indicateurs économiques montrant que certains plans de développement avaient malgré tout incorporé les dimensions féminines, car c'était là le problème pratique ou technique que rencontraient les planificateurs chaque fois que se posait à eux la question de l'intégration des dimensions féminines dans les plans de développement.

Discours de clôture

110. A la fin des délibérations, la Présidente du CRAC a souligné les efforts du CARFF en direction de la promotion féminine dans la région et remercié les membres du Comité pour leur soutien et leur participation constructive à la réunion. Elle a invité tous les membres du CRAC sans exception à poursuivre l'oeuvre du Comité et à veiller à ce que les décisions prises lors de la treizième réunion du CRAC soient appliquées.

111. Au nom du Secrétaire exécutif par intérim de la CEA, le chef du CARFF a remercié la Présidente du CRAC pour sa contribution au succès de la réunion. Elle a ajouté que le CARFF avait besoin de l'aide du

CRAC pour la promotion de la femme et, en particulier, la préparation de la cinquième Conférence régionale prévue en 1994 et de la Conférence mondiale de 1995. Elle a exhorté les membres du CRAC à participer activement aux réunions du Comité technique préparatoire plénier et de la Conférence des ministres.

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

112. Au titre de ce point, des questions administratives relatives au versement de l'indemnité journalière de subsistance aux participants ont été soulevées et le secrétariat a informé les intéressés que des efforts seraient faits pour résoudre ce problème.

Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)

113. Après un examen approfondi du projet de rapport, le Comité l'a adopté le 12 avril 1992, après amendement.

**TREIZIEME REUNION DU COMITE REGIONAL AFRICAIN DE COORDINATION
POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT (CRAC)**

9 au 11 avril 1992

Nouveau Bureau du CRAC
(1992 - 1994)

MULPOC DE LUSAKA

Ouganda
Namibie
Zambie

Présidente
Vice-Présidente
Rapporteur

MULPOC DE TANGER

Maroc
Tunisie
Algérie

Présidente
Vice-Présidente
Rapporteur

MULPOC DE GISENYI

Zaïre
Burundi
Rwanda

Présidente
Vice-Présidente
Rapporteur

MULPOC DE YAOUNDE

Cameroun
République centrafricaine
Congo

Présidente
Vice-Présidente
Rapporteur

MULPOC DE NIAMEY

Burkina Faso
Niger
Nigeria

Présidente
Vice-Présidente
Rapporteur

RESOLUTION I

La femme africaine dans les années 90

Le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, à sa treizième réunion tenue à Addis-Abeba du 9 au 11 avril 1992,

Ayant examiné les rapports des comités sous-régionaux sur l'intégration de la femme au développement, qui se sont réunis au début de l'année,

Se félicitant des efforts déployés par plusieurs pays pour appliquer la **Déclaration d'Abuja sur le développement participatif: rôle des femmes africaines dans les années 90**, et sachant que l'application intégrale de la Déclaration requiert un plus grand engagement de la part des Etats membres,

Prenant note des élections qui ont eu lieu aux échelons sous-régional et régional pour désigner les membres des comités sous-régionaux et du Comité régional,

Accueillant avec satisfaction les efforts faits par la CEA pour créer une fédération africaine des femmes entrepreneurs,

Sachant le rôle important qu'une banque africaine peut jouer dans la promotion de la femme,

1. Félicite les Etats membres qui ont entrepris d'appliquer la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle des femmes africaines dans les années 90 et prie les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de prendre les mesures nécessaires à cette fin;

2. Exhorte les Etats membres à intensifier leurs activités visant à réviser leurs textes juridiques en élaborant des codes de la famille, en augmentant les taux d'inscription scolaire des jeunes filles et en éliminant l'analphabétisme chez les femmes; à mettre en place une banque de données pour les femmes; à promouvoir les échanges entre pays de produits fabriqués par les femmes et à créer au niveau national les conditions nécessaires à l'exécution de micro-projets élaborés par les femmes;

3. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de réserver aux femmes des postes dans chaque MULPOC en vue de relancer le programme des MULPOC en faveur des femmes;

4. Demande aux gouvernements d'allouer 50% de leurs annonces de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique aux différents MULPOC pour financer le programme en faveur des femmes, qui devrait porter sur la coordination, la diffusion de l'information et le renforcement des mécanismes nationaux de promotion de la femme;

5. Exprime sa satisfaction aux Etats membres dans lesquels des associations de femmes entrepreneurs ont été créées et exhorte vivement ceux qui n'ont pas encore créé de telles associations à encourager leur création;

6. Recommande à la Commission économique pour l'Afrique que la Fédération africaine des femmes entrepreneurs soit créée dès que possible et demande au Programme des Nations Unies pour le développement et au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme d'apporter leur concours financier, matériel et technique en vue de la mise en place du secrétariat de la Fédération;

7. Recommande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique qu'une banque africaine pour les femmes soit créée;

8. Lance un appel aux Etats membres d'aider à la mise en place et au fonctionnement de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs et de la Banque africaine pour la femme;

9. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre avec vigueur ses efforts en faveur de la mise en place de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs et de la Banque africaine pour la femme, et de demander au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Président de la Banque africaine de développement d'aider et de collaborer à cette entreprise;

10. Lance un appel à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il apporte l'appui nécessaire à la mise en place et au fonctionnement de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs et de la Banque africaine pour la femme;

11. Demande à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à la Communauté économique européenne et aux organismes internationaux de développement d'apporter à la Banque un appui financier et technique, en particulier à son démarrage.

RESOLUTION 2**Les femmes et la paix**

Le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, à sa treizième réunion tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 11 avril 1992,

Considérant les Stratégies prospectives d'Arusha et de Nairobi pour la promotion de la femme, eu égard à la paix et au développement,

Rappelant la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : Le rôle des femmes africaines au cours des années 90 et l'appel qui y est lancé aux gouvernements africains pour qu'ils mettent fin aux luttes intestines, aux guerres civiles et à l'abus des droits de l'homme, qui ne font que vider le continent de ses ressources humaines précieuses,

Convaincu que la paix est un préalable au développement en ce sens qu'il ne peut y avoir de développement véritable dans un climat d'instabilité,

Sachant que de nombreuses femmes supportent les conséquences des guerres civiles tels que l'asservissement, la faim et une malnutrition grave, la dégradation humaine,

1. Prie instamment les gouvernements de faire leur possible pour instaurer et consolider la paix dans les pays et de veiller à ce que les femmes soient associées à toutes les initiatives et négociations de paix dans leurs pays respectifs;
2. Appuie l'initiative du Gouvernement ougandais tendant à organiser une conférence régionale sur les femmes pour la paix qui sera un forum où les dirigeantes de la région auront l'occasion de proposer des stratégies pour l'établissement et le maintien de la paix dans la région et proposer des programmes pour atténuer les effets néfastes des guerres civiles sur les femmes;
3. Prie instamment les Etats membres de faciliter la participation des dirigeantes d'organisations féminines à la Conférence;
4. Demande à la CEA et à l'OUA d'aider le pays à organiser la conférence et de faire rapport à leurs organes délibérants respectifs.

RECOMMANDATION
RELATIVE AUX PREPARATIFS POUR LA QUATRIEME SESSION DE LA
CONFERENCE MONDIALE SUR LA FEMME : MESURES EN FAVEUR
DE L'EGALITE, DU DEVELOPPEMENT ET DE LA PAIX

Le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, à sa treizième réunion tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 11 avril 1992,

Rappelant la résolution L.18 adoptée par la Commission de la condition de la femme, à sa 36ème session tenue à Vienne du 11 au 20 mars 1992 sur la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur la femme : mesures en faveur de l'égalité, du développement et de la paix,

Considérant en particulier le paragraphe 4 relatif à la nomination du Secrétaire général de la quatrième session de la Conférence mondiale devant se tenir à Beijing (République populaire de Chine) en 1995),

Tenant compte de la pratique de la rotation géographique appliquée au cours des trois précédentes sessions de la Conférence mondiale sur l'intégration de la femme au développement : en 1975 à Mexico - Secrétaire général de Finlande; en 1980 à Copenhague - Secrétaire général de la Jamaïque et en 1985 à Nairobi - Secrétaire général des Philippines, il conviendrait que le poste de Secrétaire général revienne à l'Afrique

Notant avec satisfaction les préparatifs pour la Conférence mondiale, déjà entrepris par la Commission de la condition de la femme, à sa 36ème réunion tenue du 11 au 20 mars 1992 à Vienne,

1. Prie la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique de recommander aux Etats membres de se préparer pour la quatrième Conférence mondiale et d'y participer activement en tenant compte des résolutions pertinentes adoptées par la Commission de la condition de la femme;

2. Exhorte les Etats membres à présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des candidats au poste de Secrétaire général ainsi qu'il avait été envisagé par la Conférence de Vienne;

3. Prie instamment la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique de recommander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que soit respecté le principe de la rotation géographique dans la nomination du Secrétaire général de la quatrième Conférence mondiale et que le poste revienne à une Africaine.

**TREIZIEME REUNION DU COMITE REGIONAL AFRICAIN DE COORDINATION
POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT (CRAC)**

LISTE DES PARTICIPANTS

1. ALGERIE

M. AISSA ROMANI

**DEUXIEME SECRETAIRE
AMBASSADE D'ALGERIE
B. P. 5740
ADDIS-ABEBA**

M. AHMED HACHEMI

**DEXIEUME SECRETAIRE
AMBASSADE D'ALGERIE
B.P. 5740
ADDIS-ABEBA**

2. BURUNDI

M. EGIDE NDIKURIYO

**DEUXIEME CONSEILLER
AMBASSADE DE BURUNDI
B.P. 3641
ADDIS-ABEBA**

M. BERNABE BUGERA

**PREMIER SECRETAIRE
AMBASSADE DE BURUNDI
B.P. 3641
ADDIS-ABEBA**

3. CONGO

DR. JEAN-JACQUES BALOULA

**CONSEILLER ECONOMIQUE
AMBASSADE DU CONGO
B.P. 5639
ADDIS-ABEBA**

MME CECILE NKOUELOLO

**PREMIER SECRETAIRE
AMBASSADE DU CONGO
B.P. 5639
ADDIS-ABEBA**

4. NAMIBIE

MS. MARIA KAPERRE

**UNDER-SECRETARY FOR WOMEN AFFAIRS
ALBATRAS STREET 48
P.B. 13339
WINDHOEK, NAMIBIA**

- | | |
|------------------------|---|
| MS. KAREN VAN NIEKERK | DEPUTY DIRECTOR
EDUCATION AND LIAISON
SERVICES DEPT. OF WOMEN AFFAIRS
OFFICE OF THE PRESIDENT
P.M.B. 13339
WINDHOEK, NAMIBIA |
| MS. SONJA A. POLLER | FIRST SECRETARY
EMBASSY OF NAMIBIA
ADDIS ABABA |
| 5. NIGER | |
| MME MARIAMA MAHAMIDOU | CONSEILLER
AMBASSADE DU NIGER
B.P. 5791
ADDIS-ABEBA |
| 6. NIGERIA | |
| MRS. AISHATU I. ISMAIL | DIRECTOR-GENERAL
NATIONAL COMMISSION FOR WOMEN
ABUJA, NIGERIA |
| MRS. VICTORIA OKOBI | DIRECTOR PROGRAMMES
NATIONAL COMMISSION FOR WOMEN
P.O. BOX 7054
LAGOS, NIGERIA |
| MR. MANAJA ISA | FIRST SECRETARY
EMBASSY OF NIGERIA
ADDIS ABABA |
| 7. OUGANDA | |
| MRS. RHODA TUMUSIIME | COMMISSIONER
MINISTRY OF WID CULTURE AND YOUTH
P.O. BOX 7136
KAMPALA, UGANDA |
| MR. H.S. OPIKA OPOKA | PERMANENT SECRETARY
UGANDA GOVERNMENT
P.O. BOX 7136
KAMPALA |
| MRS. JOYCE ONEK | SECOND SECRETARY
UGANDA EMBASSY
P.O. BOX 5644
ADDIS ABABA |

8. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

MME MARIE ANTOINETTE
TEGUEDERE

SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES
SOCIALES

BANGUI

9. RWANDA

M. DISMAS NSABIMANA

DIRECTEUR-GENERAL AU PLAN

B.P. 46

KIGALI

10. ZAMBIE

MME DOROTHY MUNTEMBA

PRINCIPAL ECONOMIST

P.O. BOX 50268

LUSAKA, ZAMBIA

11. ZAIRE

M. TSIDIMBA MULUMBA

PREMIER CONSEILLER

AMBASSADE DU ZAIRE

B.P. 2723

ADDIS-ABEBA

12. ZIMBABWE

MME GRACE CHIURA
(ANCIENNE PRESIDENTE)

UNDER-SECRETARY

P.O. BOX 7762

CAUSEWAY

HARARE, ZIMBABWE

EX-OFFICIO MEMBERS

ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY (OAU)

MR. WAWA OSSAY LEBA

DIRECTOR

DEPARTMENT OF ESCAS

ADDIS ABABA

MR. VENANT WEGE-NZOMWITA

HEAD

DIVISION OF LABOUR & SOCIAL AFFAIRS

P.O. BOX 3243

ADDIS ABABA

MS. HIRUT BEFECADU

CHIEF

WOMEN'S UNIT

P.O. BOX 3243

ADDIS ABABA

OBSERVATEURS

ETHIOPIE

MS. MULUMEBET MERHATSIDK

MINISTRY OF EXTERNAL ECONOMIC
COOPERATION
ADDIS ABABA

MS. AYELECH TEGEGNE

MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC
DEVELOPMENT
P.O. BOX 1037
ADDIS ABABA

GABON

MR. ALFRED MOUNGARA

PREMIER CONSEILLER
AMBASSADE GABONAISE
B.P. 12506
ADDIS ABEBA

GUINEE

MR. IBRAHIMA SORY SOUMAH

PREMIER SECRETAIRE
AMBASSADE DE GUINEE
B.P. 1190
ADDIS ABEBA

SOUDAN

MR. ABDALLA MOHAMED YOUSIF

DIPLOMATE
SUDAN EMBASSY
P.O. BOX 1110
ADDIS ABABA

ASSOCIATION DE FEMMES ENTREPRENEURS ETHIOPIENNES (EWEA)

MS. YESHIMEBET TESSEMA

VICE-PRESIDENTE, EWEA
H.17 K.20 HSE No. 588
P. O. BOX 1118
ADDIS ABABA

MS. ASTER ARRAY,

BOARD MEMBER, EWEA
AETTP
c/o MS. YESHIMEBET TESSEMA
P.O. BOX 1118
ADDIS ABABA

MS. RUKYA A. SHAIKAN

BOARD MEMBER, EWEA
c/o YESHIMEBET TESSEMA
P.O. BOX 1118
ADDIS ABABA

IAC

MS. ALMAZ HAILE-SELASSIE CO-ORDINATRICE, REGIONAL OFFICE
INTER-AFRICAN COMMITTEE ON TRADITIONAL
PRACTICES AFFECTING WOMEN'S HEALTH (IAC)
P.O. BOX 3005
ADDIS ABABA

CEA ET AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

CEA

MS. RAJ BARDOUILLE PUBLIC ADMINISTRATION, HUMAN RESOURCES AND
SOCIAL DEVELOPMENT DIVISION (PHSD)
P.O. BOX 3005
ADDIS ABABA

BIT

MS. JOAN ALLISON ASSOCIATE EXPERT, WID
ILO OFFICE
P.O. BOX 2788
ADDIS ABABA

MS. FEKERTE HAILE FIELD DIRECTOR,
ILO PROJECT & ADVOCATE FOR AFRICAN
FOOD SECURITY
LESSENING THE BURDEN FOR WOMEN
P.O. BOX 2788
ADDIS ABABA

FADEP

MS. ELIZABETH MEKONNEN FAMILY DEVELOPMENT
PROJECT OFFICE
ADDIS ABABA

UNICEF

MS MISRAK ELIAS SENIOR ADVISER
UNICEF REGIONAL OFFICE
P.O. BOX 44145
NAIROBI

UNIFEM

MS. JACQUELINE KI-ZERBO UNIFEM FIELD CO-ORDINATOR
WEST & CENTRAL AFRICA
c/o UNDP OFFICE
DAKAR, SENEGAL

MS CRESCENTIA M. AKHOSI

UNIFEM REGIONAL CO-ORDINATOR
EASTERN & SOUTHERN AFRICA

67-69 UNION AVENUE

HARARE

ZIMBABWE

UNHCR

MS. INSE COLIJN

OFFICER FOR WOMEN/CHILDREN

P.O. BOX 1076

ADDIS ABABA

SECRETARIAT DE LA CEA

MS. MARY TADESSE

CHIEF, AFRICAN TRAINING & RESEARCH
CENTRE FOR WOMEN (ATRCW)

MS. MEBO MWANIKI

SOCIAL AFFAIRS OFFICER, ATRCW

MS. FRANCOISE WEGE

SOCIAL AFFAIRS OFFICER, ATRCW

MS. FAMAH JOKA-BANGURA

CHIEF TECHNICAL ADVISER,
INFORMAL SECTOR, ATRCW

MR. KONSTANTINE IVANOV

ASSOCIATE SOCIAL AFFAIRS OFFICER, ATRCW